

Activités de marché : les banques françaises doutent

LE MONDE | 14.05.08 | 13h00 • Mis à jour le 14.05.08 | 15h18

Le 20 février encore, le Fonds monétaire international (FMI) se félicitait de la "grande résistance" des banques françaises à la crise financière. Trois mois plus tard, le tableau s'est noirci : le coût de la crise s'élève à 13,6 milliards d'euros à ce jour pour les grandes banques françaises, dont toutes n'ont pas encore publié leurs résultats du premier trimestre.

En avril, les analystes de la banque américaine Citigroup avaient estimé à 32 milliards d'euros l'exposition du secteur bancaire français aux subprimes, les crédits immobiliers américains à risques.

Le choc subi par les banques en France est moins violent, il est vrai, qu'aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne ou en Allemagne. Exception faite sans doute de Natixis, les établissements français ont tous gagné de l'argent au premier trimestre. La plupart de leurs homologues affichent de lourdes pertes. Les pertes des banques françaises depuis le début de la crise des subprimes représentent 4 % de la facture mondiale. Mais la crise ne restera pas sans conséquence sur le secteur bancaire en France. Les risques pris à travers des investissements hasardeux dans des produits liés aux subprimes, d'une part, et la chute des revenus liés aux activités d'investissement, d'autre part (- 80 % à la Société générale au premier trimestre, - 70 % chez BNP Paribas), devraient obliger les établissements à revoir leur modèle d'activités.

"La crise agit comme une épreuve de vérité, un révélateur des forces et des faiblesses. Pour certaines banques, les activités liées aux marchés seront redimensionnées", estime l'économiste Elie Cohen. "Pendant vingt ans, les Etats-Unis ont vendu de la surperformance via des produits financiers sophistiqués et opaques, explique-t-il. Cette activité d'ingénierie financière leur a permis d'absorber une large partie de l'épargne mondiale et d'attirer des banques traditionnelles. Mais cette époque est révolue, les banques françaises réfléchiront à deux fois avant de sauter sur les prochaines innovations financières américaines."

La remise en cause promet d'être profonde dans les banques mutualistes, qui acquittent le plus lourd tribut à la crise financière. Pour rattraper le retard pris sur les banques commerciales en matière de banque d'investissement et de marchés, des métiers dont ils restaient totalement absents au début des années 1990, ces établissements ont mis en place des plans de développement accélérés.

Alors qu'ils ne disposaient pas d'expérience en la matière, beaucoup ont baissé la garde devant les risques. Après leur avoir beaucoup rapporté, cette "griserie", comme la nomme M. Cohen, leur a coûté cher. Confirmant une information des Echos, le Crédit agricole, le plus durement affecté, a annoncé, mardi 13 mai, une augmentation de capital de 5,9 milliards d'euros, pour se renflouer. Le conseil d'administration du groupe coopératif devait se réunir mercredi 14 mai pour examiner ses résultats et, vraisemblablement, en tirer des premières conclusions dont la mise à l'écart, lourde de sens, du patron de Calyon, Marc Litzler. Ce financier réputé avait été nommé à la tête de Calyon, la banque d'investissement du groupe, il y a neuf mois, pour y implanter le modèle de dérivés actions qu'il avait lui-même mis en place à la Société générale. Et qui avait fait le succès de cette dernière avant la crise financière.

Cette stratégie aura fait long feu. De bonne source, les dirigeants du Crédit agricole ont pris la décision d'arrêter "momentanément et dans la forme actuelle", selon les termes employés, "toute l'activité de structurés de crédits", ces produits financiers complexes fuis par les investisseurs. Les activités jugées risquées de Calyon seront, en outre, gelées le temps d'élaborer une nouvelle allocation du capital.

Ces décisions visent à apaiser l'inquiétude née chez les patrons régionaux, inquiets du changement de culture financière. Des voix critiques s'élèvent pour souligner que Calyon a perdu, du fait des déboires actuels, tous les bénéfices accumulés depuis la création en 2004 !

Dans le camp des banques commerciales, la Société générale ne pourra pas non plus faire l'économie d'une révision de ses activités de marchés, dont bon nombre d'analystes estiment qu'elles étaient "en surchauffe". Ces experts s'accordent cependant à dire que la banque a su développer "un modèle d'excellence" en matière de dérivés actions, un vecteur de croissance des revenus qu'elle ne pourra abandonner. Les ajustements futurs consisteront sans doute à compenser les risques pris dans ces métiers avec les revenus, solides et croissants, de la banque de détail à l'étranger, à l'Est et dans d'autres pays émergents.

Quant à BNP Paribas, elle fait figure d'exception, avec des bénéfices de près de 2 milliards d'euros au premier trimestre, proches du record atteint par l'espagnole Santander (2,2 milliards), la banque la plus résistante à la crise financière. Sans doute cette crise aura-t-elle pour effet de conforter la banque dirigée par le tandem Michel Pébereau- Baudouin Prot, dans ses choix stratégiques, incarnés dans un modèle d'activités équilibrées. Et surtout dans sa politique de risques prudente, qui, à ce jour, n'a pas été mise en défaut.

Anne Michel

Article paru dans l'édition du 15.05.08

Le Monde.fr

» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Programme Télé » Le Post.fr
 » Le Desk » Forums » Culture » Carnet » Shopping » Newsletters » Talents.fr
 » Opinions » Blogs » Economie » Immobilier » Voyages » RSS » Sites du groupe

Le Monde

» Abonnez-vous au Monde à -60%
 » Déjà abonné au journal
 » Le journal en kiosque

